

*Jacek Chrobaczyński*

## ATTITUDES ET COMPORTEMENTS POLITIQUES DES POLONAIS SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE EN POLOGNE (1939–1945)<sup>1</sup>

### *En guise d'introduction*

Ma conviction profonde est que — pour travestir quelque peu, après Tomasz Szarota, une fameuse phrase de Leopold Ranke — la recherche historique en Pologne se doit d'entrevoir ses tâches et ses responsabilités non seulement du côté de la question classique *wie es eigentlich gewesen ist* et pourquoi, mais également du côté "de l'étude de l'impact des événements sur la sphère des expériences vécues et des sentiments éprouvés par l'homme, de ses pensées, de ses émotions et de ses pensées et de ses réactions psychiques"<sup>2</sup>.

Mon propos de chercheur se situe dans la démarche d'historien, avec toutefois une prise en ligne de compte de l'outillage de disciplines telles que la sociologie et la psychologie. Et mon attention se concentre plus particulièrement sur l'"homme de la rue", dans la mesure où c'est lui qui prédominait dans le paysage de la vie quotidienne sous l'occupation. Et comme il était là et qu'il prédominait, l'historien doit le viser pour le cerner. C'est bien ce que je tente, dans l'espoir de voir mes successeurs combler mes éventuelles lacunes et redresser ce qu'il peut y avoir de simpliste et de défailant dans mes jugements.

### *La société polonaise face à la guerre*

Le premières grandes observations qui se dégagent de l'analyse de la période ayant précédé le déclenchement de la guerre en septembre 1939, semblent se

---

<sup>1</sup> C'est sciemment que j'ai restreint la problématique signalée dans le titre à deux aspects fondamentaux: ce que j'appelle l'attitude "à l'intérieur", limitée à la question majeure "la société face à l'occupation", et ce que j'appelle l'attitude "à l'extérieur" soit l'attitude de la société polonaise envers les Alliés occidentaux et l'URSS. J'ai omis les autres questions rentrent dans cette problématique, à savoir les questions méthodologiques et quelques-unes des questions de fond dont en premier lieu: Les occupants allemands — stéréotypes et réalité; les Polonais et les Juifs; Mythes et attitudes réelles; Attitudes et tradition; Les oeuvres charitables comme forme d'attitude collective, enfin: La réflexion sur l'avenir et l'heure du tournant.

<sup>2</sup> T. Szarota, *Badania nad stereotypem Polaka w Niemczech i Niemca w Polsce (Etude d'un double cliché: du Polonais en Allemagne et de l'Allemand en Pologne)*, «Dzieje Najnowsze» 1977, no. 1, p. 209.

ramener à deux interrogations majeures: ce que le Polonais moyen (et plus généralement l'Européen moyen) avait su jusque-là de l'hitlérisme et plus généralement du fascisme, dont par exemple les camps de concentration. C'est que le fascisme avait déjà fonctionné bien avant le début de la guerre en tant que système politique, et les fascistes avaient exercé un pouvoir pris légalement. Il existait aussi des camps de concentration, et les témoignages d'évadés anticipaient sur l'époque qui allait s'instaurer. Et, une seconde interrogation: quelle en fut la prise de conscience chez le Polonais (ou l'Européen) moyen? Était-il en mesure de prendre conscience et de cerner les méthodes déjà alors en usage dans les camps de concentration et dans la lutte contre les adversaires du fascisme? Enfin, prenait-il conscience des objectifs du pouvoir nazi du III<sup>e</sup> Reich pour les années à venir? Se rendait-il compte de l'ampleur du danger?

Je pense qu'il n'en savait pas long et, de ce fait, sa prise de conscience était bien défaillante. Il savait peu de l'idéologie et du système nazis. C'est ce qu'a prouvé E. Dmitrów pour avoir étudié la question<sup>3</sup>. Pour des raisons qui se comprennent, les écrits de propagande pronazie n'ont pas joué en Pologne d'une diffusion massive. Ils parvenaient en premier lieu à la minorité allemande. Certes, *Mein Kampf* fut traduit et édité en Pologne mais pas intégralement, et d'autre part sa diffusion fut périodiquement sujette à des restrictions. Il convient de faire ici une distinction nette entre fascisme et nazisme, entre le fascisme italien et le fascisme allemand (nazisme). Il est certain que Mussolini était "moins menaçant" aux yeux de l'opinion polonaise, et pour d'aucuns, en l'occurrence l'extrême-droite, il offrait même un modèle attrayant. Ceci tenait à plus d'une raison, dont celle de la distance qui séparait l'Italie de la Pologne était parmi les plus essentielles. L'Italie se trouvait au-delà de bien des frontières et elle ne fut jamais en guerre contre la Pologne. De plus, l'histoire de l'Italie apparaissait aux Polonais comme plus humaine que celle de l'Allemagne, et belle par endroits (la Renaissance); quelquefois aussi elle offrait des ressemblances à celle de la Pologne et comportait des chapitres faisant état d'une contribution de Polonais. Il suffit, pour s'en convaincre, de feuilleter les manuels d'histoire d'avant 1939. Eloigné dans l'espace, le fascisme italien n'était pas dépourvu, aux yeux de l'opinion polonaise, d'un "visage humain". C'était en tout cas, dans l'optique du grand public, une dimension de danger éventuel toute différente du *Drang nach Osten* germanique, profondément ancré dans la conscience des Polonais. De plus, l'Allemagne fut toujours un pays voisin de la Pologne et depuis longtemps — une puissance limitrophe. Il y a lieu d'en conclure que, dans l'entre-deux-guerres, les Polonais n'assimilaient nullement le fascisme italien au fascisme allemand; ils en faisaient, au contraire, une distinction nette. C'est ce que l'on savait, mais c'était trop peu pour prendre conscience du danger.

<sup>3</sup> E. Dmitrów, *Niemcy i okupacja hitlerowska w oczach Polaków. Poglądy i opinie z lat 1945–1948 (Les Allemands et l'occupation nazie aux yeux des Polonais. Vues et opinions des années 1945–1948)*, Warszawa 1987, p. 24 et suiv.

Un fait qui vous rend rêveur: aucun pays civilisé ne rompit de relations diplomatiques avec le III<sup>e</sup> Reich qui fut déjà un pays de bourreaux et d'assassins (le camp de Dachau). Tout au contraire, cet Etat-là fut sujet du droit international et partie de tractations et traités; l'on commerçait avec lui, et le traité de Munich prouvait vigoureusement qu'il n'était nullement question d'une rupture. Cette attitude s'expliquait par le fait que la répression c'était une affaire intérieure de l'Allemagne. C'étaient des Allemands qui, dans leur pays bien à eux, s'employaient, depuis le début des années 1930, à en exterminer d'autres. C'est dire — conclusion valable! — qu'en attendant, la situation intérieure en Allemagne ne mettait pas en cause la sécurité d'un Polonais et aussi d'un Français, d'un Belge, d'un Danois, bref, de l'Européen moyen. Il faut avoir à l'esprit que c'étaient les nazis qui firent publiquement leur affaire aux communistes lesquels, dans toute l'Europe (mis à part la Russie!), étaient très mal cotés tant dans l'opinion des gouvernements que dans celle des gouvernés.

Si donc l'Europe civilisée et démocratique (à l'exclusion de la totalitaire Union Soviétique) n'a pas tellement (et pratiquement du tout) protesté (la guerre d'Abissinie ou d'Espagne, cela se passait bien loin, et seuls les communistes s'y engagèrent à fond), pour quelle bonne raison un simple citoyen, Polonais ou Européen, eut-il à y mettre du sien? Et cela d'autant plus qu'en Pologne comme en Europe, le mythe toujours en vigueur était celui d'une Allemagne faible. N'oublions pas que c'était l'Allemagne qui avait perdu, et de cela il n'y pas longtemps, la Grande Guerre. Ayons aussi à l'esprit que, comme l'a fait observer à juste titre K. Sontheimer, l'avatar allemand du fascisme (le nazisme) "c'était un mouvement démagogique mené d'une main de maître, socialement et économiquement parlant (ajoutons aussi: idéologiquement — J. Ch.), mettant en fusion les deux plus grandes idéologies du XX<sup>e</sup> siècle — le nationalisme et le socialisme"<sup>4</sup>.

Ce n'est que la guerre et son expérience sanglante qui apprit aux Polonais ce qu'était le nazisme. C'était un apprentissage "sur le tas", à partir d'une expérience directe, loin de toute approche théorique qui eût procédé par le truchement p.ex. de publications, d'une presse, d'une propagande, d'une système d'éducation ou encore de ce qui "se savait" à ce sujet. Encore que des mises en garde lucides contre le fascisme ne fussent pas rares dans la presse polonaise, fait à ne pas omettre dans cette analyse. Mais ce n'est que l'expérience directe qui apprit aux Polonais ce dont les nazis étaient capables, cet apprentissage ayant eu pour rançon de nombreuses victimes et, par la force des choses, il se faisait au gré de tâtonnements et d'erreurs, combien tragiques.

En d'autres pages, j'ai baptisé l'expérience collective de septembre 1939, le syndrome de septembre dont l'essentiel tenait au choc vécu par les Polonais sous le coup de la défaite<sup>5</sup>. L'extension de ce syndrome était fonction aussi bien

<sup>4</sup> K. Sontheimer, *Antidemokratisches Denken in der Weimarer Republik*, Munich 1962, 353 pp.; cf. aussi R. Grunberger, *A Social History of the Third Reich*, II<sup>e</sup> édition, London 1977.

<sup>5</sup> J. Chrobaczyński, *Praca oświatowa 1939–1945. Studium o polityce okupanta, podziemiu oświatowym i postawach społeczeństwa (Activité d'enseignement 1939–1945. Etude sur la politique scolaire de l'occupant, l'enseignement clandestin et les attitudes de la société polonaise)*,

du déroulement de la campagne polonaise de septembre 1939 que de toute une série d'autres éléments qu'il y a lieu de ramener aux trois essentiels: dépression morale, espérance et, dès le début, mobilisation collective extrême à la résistance et à la lutte contre l'occupant.

La guerre germano-polonaise et, dans une large mesure, l'agression soviétique furent une grande expérience collective des Polonais, la première de cette envergure dans l'histoire de la Pologne. Les guerres antérieures avaient été, certes, prodigues en expériences comparables (il vaudrait la peine d'analyser sous cet angle p.ex. les belles lettres qui s'en font largement l'écho), réservées toutefois dans la plupart des cas aux armées belligérantes. Or, la campagne de septembre 1939 frappa de plein fouet la nation toute entière. Ceci se manifesta non seulement par les bombardements et l'exode forcé des dizaines de milliers de Polonais, mais avant tout par le fait que le facteur de la force d'une brutalité et d'une dureté extrêmes, assorti du banditisme (politique inclus) et de haine, se substitua aux autorités morales jusque-là incontestées et aux valeurs humanistes (chrétiennes comprises) dont on se réclamait.

Le déclenchement de la seconde guerre mondiale révéla dès les premiers jours que l'envahisseur allemand avait fait sienne une idéologie singulière, ignorée par l'expérience collective, de l'agression: "elle fut à l'opposé de toutes les normes éthiques et des règles de vie collective jusque-là en vigueur dans le monde, quel que fût le système politique d'un pays précis"<sup>6</sup>. Cette observation majeure, valable pour toute l'occupation, mais la pertinence se manifesta avec autant de force dès les premiers jours de septembre 1939, appelle forcément une conclusion de plus. Un Polonais devait découvrir d'abord les lois qui régissaient l'occupation (dont la relation fondamentale: occupants — occupés), des lois inconnues, lourdes de menaces, adverses et dépravantes, afin de mettre en branle, à la lumière de l'expérience acquise, des mécanismes de défense adéquats à la situation en présence et conformes à ses convictions. Cette découverte devait principalement tenir compte, fait soulevé par Curzio Malaparte, de l'existence, dès les premiers jours de l'occupation, de deux univers "radicalement séparés l'un de l'autre"<sup>7</sup>, tant par des lois et des régulations spéciales que par un fonds immense de haine et d'inimitié. Ces deux univers étrangers et sans pitié l'un envers l'autre, ne se sont jamais rapprochés. Tout au contraire, au fur et à mesure de la marche du temps, temps de l'occupation, il se faisaient, l'un à l'égard de l'autre, de plus en plus irréductiblement ennemis. Kazimierz Wyka a très pertinemment saisi la nature des univers des occupés, en l'appelant "un semblant de vie".

---

Kraków 1986 (en particulier le chapitre I).

<sup>6</sup> K. Godorowski, *Psychologia i psychopatologia obozów koncentracyjnych. Próba analizy postaw i zachowań w warunkach ekstremalnych obciążeń* (Psychologie et psychopathologie concentrationnaires. Tentative d'analyse des attitudes et des comportements dans les conditions de charges extrêmes), Warszawa 1985, p. 6.

<sup>7</sup> C. Malaparte, *Zima w Polsce* (L'hiver en Pologne), «Życie Literackie» 1987, no 36. Cf. i d e m., *Kaputt*, Warszawa 1962.

Cette découverte et cet apprentissage, par les “occupée”, de l’univers du mal, du crime, de la haine et de l’omniprésence de la cruauté, demandait cependant du temps. Ce que j’appelle le Syndrome de Septembre réunissait des symptômes psychologiques, sociologiques, moraux et historiques. Ils furent le propre de tous les jours de l’occupation, même si l’expérience acquise de vie et de survie, d’adaptation et de lutte en rendait plus facile la pratique par la force de l’habitude et d’une certaine routine.

Ce qui faisait un problème de taille ce fut l’immensité du déchirement entre différentes options, celle des hésitations et des doutes. Il serait même légitime d’avancer l’opinion que ce fut là le fond même des attitudes et des comportements quotidiens du temps de la guerre et de l’occupation. Les gens se posaient des interrogations inédites, inconnues avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939, relatives au problème de la vie à venir au sein de la société, au travail sous l’occupation pour s’assurer un minimum d’existence etc. Enfin, des interrogations d’ordre général: et maintenant? et puis?, ces interrogations—là concernant la partie, la nation, la dignité, la liberté. Je pense qu’il est légitime d’avancer la thèse qu’à un degré supérieur qu’avant la guerre, s’affirma l’intégration de l’individu avec le groupe, en particulier familial, ce qui n’était pas sans influence sur l’intégration de la société toute entière dans son attitude envers l’occupant.

Parmi les phénomènes de poids qu’amplifia la guerre et l’occupation, il y a lieu de nommer la peur. L’amplification de la peur dès septembre 1939, ne connut pas d’éclipse sous l’occupation, tout au long des années qui auront suivi, malgré toutes les attitudes d’adaptation aux exigences de la situation, et aussi le fait que les gens finirent par “apprendre” à vivre avec la peur. Mais jamais ce sentiment n’aura été éliminé. La peur était d’une part une vexation, mais d’autre part un stimulant d’action et de réaction, de défense et d’autodéfense, enfin de combat actif, les armes à la main. La peur avait aussi un pouvoir de paralysie qui pouvait conduire à l’égarement, à l’abandon et jusqu’au suicide.

Le sentiment de la peur avait pour objet tout autant l’intégrité corporelle (dommages corporels, mutilation, mort), mais il tenait aussi à la situation d’une société prise au dépourvu, surprise de voir que les assurances du genre “le soldat polonais ne rendra pas un seul bouton de son uniforme” n’était que du leurre de propagande. De plus, c’est à bon escient et de propos délibéré que l’occupant attisait des foyers sans cesse nouveaux de la peur, en faisant montre de sa puissance (l’omniprésence de l’uniforme, la *Parademarsch* etc.).

Dès les premières semaines et les premiers mois de la guerre, l’expérience collective des Polonais générerait toutefois des réactions et des attitudes différentes. L’acharnement contre l’ennemi était déjà manifeste lors de l’inégal combat de septembre 1939. La haine ne vint que plus tard. C’est bien ce qui se lit dans nombre de souvenirs—témoignages de l’époque. Dans les premiers jours de septembre, l’agresseur allemand suscitait chez beaucoup une curiosité empreinte d’angoisse. Ceci tenait pour une part au fait que l’on avait pas cru que les Polonais allaient perdre une guerre de plus avec l’Allemagne. “J’étais parfaitement tranquille pour le dénouement de la guerre” déclare une Polonaise,

loin d'être la seule à partager cet avis<sup>8</sup>. Tel avait d'ailleurs été, avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939, le ton de la presse polonaise et même d'un message de l'épiscopat. Pour ce qui est de la haine, elle s'affirma surtout à la suite de la dure réalité de l'occupation. Cette haine inconditionnelle et irrémédiable entraîna chez les Polonais, dès le début de l'occupation, le besoin d'une revanche. Et c'est sans doute ce besoin qui écarta de la conscience collective des Polonais l'état d'une désespérance totale. Il s'agit, je le souligne, de la conscience collective et non de l'état d'esprit d'individus ou de groupes sociaux.

Une autre conclusion qui s'impose. Installés du jour au lendemain, par suite de la guerre, dans une réalité inédite et, par-dessus tout, lourde de menaces, à force de vivre dans un état de choc, c'est dès le début que les gens manifestèrent une attitude qui allait s'affirmer avec vigueur et qui se laisse résumer en ces termes: "il faut vivre malgré tout". Même si cette vie ne devait être qu'un succédané de vie.

La guerre et l'occupation instaurèrent des conditions sortant absolument de l'ordinaire, c'est que cette guerre était une guerre totale. C'était aussi, ainsi que le fit observer la romancière Zofia Nałkowska, "un type inédit de guerre, du moins à ce jour"<sup>9</sup>. Perçue de la sorte, la guerre mettait en cause l'ensemble des valeurs reconnues de tout le monde. L'on vit s'effondrer aussi bien l'univers des simples gens que celui de l'establishment, des élites sociales, ce qui n'était pas forcément le propre des guerres précédentes. C'était une fin abrupte non seulement de l'indépendance acquise vingt ans auparavant, à force de tant d'âpres efforts, mais aussi de l'ordre des choses tant soit peu stable qui s'était établi tout au long des années de l'indépendance. Ce branle-bas mettait sur un pied d'égalité l'essentiel et le futile et opérait la chute des autorités morales jusque-là reconnues, celle par exemple du commandant en chef des forces armées. Il s'en imposait de nouvelles, tant locales que nationales. C'est d'une manière violente que l'occupation fit sortir des ornières d'une vie quotidienne réglée la société toute entière et l'individu (travail, école, foyer etc.). Elle "fit retrouver aux adultes leur bas âge, leur nudité première, en les mettant à la merci de l'accident et l'horreur"<sup>10</sup>. Tout ou presque tout était en train de s'écrouler à la suite de la campagne de septembre 1939: l'Etat et le pouvoir, une armée en défaite, des dirigeants et quelques-uns des hauts commandants en fuite. S'écroulait aussi l'univers de l'individu, de la famille (qui périt, qui fut pris prisonnier, qui fut arrêté et ainsi de suite). Encore gu'en marge, il faillit attirer l'attention sur un phénomène spécifiquement polonais d'une prompte remise en place ou plutôt de fondation par le neuf d'un gouvernement et d'une armée (hors du pays) et, à l'intérieur du pays occupé, d'une relativement prompte formation de forces armées clandestines et de l'appareil d'un Etat clandestin,

<sup>8</sup> Elektra (pseud.), *Moja droga do konspiracji (Mon chemin vers la résistance)*, manuscrit dactylographié. Collections de l'auteur.

<sup>9</sup> Z. Nałkowska, *Dzienniki czasu wojny (Journal du temps de la guerre)*, Warszawa 1972, p. 46.

<sup>10</sup> K. Wyka, *Życie na niby (Un semblant de vie)*, Kraków 1957, p. 21.

de partis politiques, enfin de mise en route d'un enseignement secondaire et universitaire clandestins, d'une presse clandestine etc.

Mais si totales qu'elles fussent, la guerre et l'occupation n'eurent jamais raison du sens de la vie des Polonais. Au début, il tenait à l'espoir d'une fin prompte et victorieuse de la guerre ("plus haut le soleil, plus près Sikorski"). A mesure de l'écoulement des années de l'occupation, le sens de la vie se retrouvait de plus en plus vigoureusement dans la consigne de vivre et de survivre, de combattre et de vaincre. C'était, malgré tout, un sens optimiste de la vie. Il ne fut jamais compromis par des facteurs de destruction, actifs depuis le début de l'occupation: biologiques (la faim, les épidémies), psychiques (menace pesant constamment sur la vie) enfin moraux (nouvelle échelle des valeurs, abaissement des normes morales etc.).

Ce qui importait aussi au niveau des attitudes, c'était une sorte de procès moral qu'on intentait dans le fond de son coeur à ceux qui, en Pologne, furent au pouvoir avant cette guerre perdue, du moins pour son premier épisode ou chapitre. Ce procès intentionnel gagnait en intensité par l'impuissance face à la force de l'ennemi et violence qu'il fit régner.

Il y a donc à distinguer deux attitudes les plus essentielles à l'intérieur du pays occupé et au sein de la société sous l'occupation: survivre à tout prix comme société, comme nation, comme famille et comme individu, et combattre pour la liberté, la dignité, combattre précisément pour la nation et l'Etat, combattre l'ennemi pour, en fin de compte, le vaincre et pour venger les torts et les humiliations qu'on se vit infliger. Tout ce qui se passait dans le pays occupé évoluait autour de ces attitudes collectives fondamentales.

La guerre et, en particulier, l'occupation étaient dépravautes. Mettant en cause les valeurs, mettant souvent en balance la vie humaine, elles devaient forcément dépraver. C'était d'ailleurs le propre de toutes les guerres précédentes, mais la seconde guerre mondiale les a toutes surpassées en férocité. L'occupation brutalisa la vie à un degré jusque-là inconnu, qu'il s'agît de méthodes d'interrogatoire, devenues inhumaines, ou encore des conditions de détention en maison d'arrêt ou en prison, enfin en camp de concentration. La brutalité tenait aussi à la puissance du réflexe de la vie et de la volonté de survie des Polonais, sentiments qui n'échappaient pas à l'occupant. La nature inédite, totale, de l'occupation, prit entièrement au dépourvu la société polonaise. Cette totalisation et cette brutalisation ont libéré chez les Polonais des capacités extraordinaires, invraisemblables, de survie et de durée. Or ceci ne pouvait pas, dans tous les cas, aller de pair avec la stricte observance des règles de la morale individuelle et collective.

La guerre formait aussi dans une large mesure, la psychique individuelle et collective et son solde était la résultante de gains éventuels (p.ex. l'intégration de l'individu à la collectivité ou le fait qu'un Polonais ne pouvait compter presque exclusivement que sur un compatriote) et de pertes inévitables. Tout n'a pas encore été étudié et analysé dans les attitudes et les comportements, et l'image martyrologique et héroïque de l'occupation a estompé pour de longues

années, l'ensemble de cette problématique, mis à part, peut-être, la collaboration avec l'occupant.

Ce qu'il y a lieu de noter comme un fait incontestable c'est la différenciation économique de la société polonaise et son appauvrissement sous l'occupation. L'on pouvait toutefois observer, au pôle opposé, l'éclosion de fortunes nouvelles, à force d'opérations pour le moins louches. Toute une frange de la bourgeoisie s'enrichissait; par ailleurs une partie des biens juifs passa entre les mains de Polonais. Le marché noir était florissant, malgré des sanctions draconiennes de l'occupant. Une nouvelle élite de riches s'affirma, mais aussi le maître chanteur pratiquant l'extorsion de fonds envers les gens en illégalité qui se cachaient devant l'occupant, les Juifs par exemple ("sinon, je vous dénonce"). Enfin, un autre problème: l'enrichissement d'une partie de la paysannerie détentrice de produits alimentaires, bénéficiaire aussi d'un défaut d'étanchéité du système de livraisons obligatoires décrétées par l'occupant.

L'on peut aussi avancer le point de vue que l'occupation entraîna une certaine anomie de la morale collective, en faisant sinon disparaître, du moins affaiblir l'influence des règles de la morale collective sur le comportement des gens. Cet état d'anomie déterminait les attitudes à un degré non négligeable. C'est que l'occupation abaissa le "plafond" des aspirations quotidiennes de l'individu, des familles, des groupes sociaux, encore qu'il soit difficile pour un historien de quantifier le phénomène, faute d'une documentation appropriée. Toutefois, l'abaissement de ce plafond concernait surtout la vie quotidienne et le présent. A long terme, notion qui, à l'époque, supposait la perspective de l'après-guerre, les ambitions et les objectifs visés étaient manifestes. L'enseignement secondaire et universitaire clandestins en étaient le témoignage.

Ce qui se rattache au problème de l'anomie de morale collective, c'est le rôle et la place l'Etat clandestin. Le cadre de cette étude ne permet pas une analyse très approfondie de la question, il vaut cependant la peine de nous concentrer sur un de ses contextes, très important d'ailleurs. L'Etat clandestin c'était, du point de vue de nos considérations, avant tout la présence du social, du collectif dans l'individu, au-delà, bien entendu, de fonction plus immédiates, plus palpables. Une présence astreignant l'individu à reconnaître et à respecter les règles de la vie collective, ces "impératifs du moment", "impératifs du jour" communiqués à la société par la presse clandestine. L'Etat clandestin disciplinait les comportements et les attitudes. Il rappelait les devoirs, formait à leur exécution, veillait à l'application des règles et, enfin, punissait les actes et les attitudes contraires à l'intérêt national, en cherchant à réduire le plus possible l'état d'anomie de la morale collective, de manière à rendre le plus bas le coût social et moral de l'occupation. Et si cet Etat punissait, c'est que la société elle-même, par le truchement de son Etat clandestin reconnu par tous, isolait de cette manière-là les individus qui la gênaient dans sa lutte contre l'occupant ou s'en débarrassait. L'échelle du phénomène est difficile de cerner.

Toutefois ce n'est pas le vice qui prédominait dans la société polonaise dans son ensemble sous l'occupation. C'est ce que nous pouvons affirmer en



toute certitude, sans risque d'un démenti. Je pencherais aussi du côté de l'avis que l'état d'anomie évoqué plus haut n'équivalait nullement à une contestation ou un rejet des règles de morale collective, mais plutôt à leur relâchement intérieur dans les limites admissibles, ce dont l'Etat clandestin cherchait, non sans succès, à se faire le régulateur.

La collaboration avec l'occupant ne fut pas un problème d'échelle nationale. Bien au contraire, sa faible ampleur en Pologne se perpétua à travers de presque toute l'Europe occupée. Et ce sans considération de l'attitude de l'occupant à l'égard de la collaboration, attitude qui variait selon les pays. Bien entendu, cela ne signifie pas qu'il n'y eût pas en Pologne de collaborateurs et de traîtres. Je pense qu'on est en droit d'affirmer en toute conscience que, dès les premiers jours de l'occupation, les chances étaient bien maigres d'asseoir la collaboration sur des bases solides et de la faire bénéficier de conditions encourageantes dans la Pologne occupée (et plus particulièrement en territoire du Generalgouvernement). La tentative avortée d'un "Etat rudimentaire" du début de l'occupation semble le confirmer pleinement. De plus, l'attitude de la société polonaise n'était pas seule à défavoriser la collaboration. Il s'y ajoutait la politique de l'occupant; or celui-ci, médiocrement intéressé à une large collaboration ne la favorisait que d'une manière limitée.

Ce qui, par contre fut un grave problème social, c'était l'alcoolisme. C'est ce dont font foi aussi bien des rapports des Délégations régionales du Gouvernement de la République Polonaise en exil (constitué à Paris, établi ensuite à Londres), que des lettres pastorales de Mgr Adam Stefan Sapieha, archevêque de Cracovie<sup>11</sup>. L'étendue du phénomène échappe à toute tentative de quantification. L'accessibilité des boissons alcoolisées (la vodka) de sources aussi bien allemandes que polonaises, l'étiollement des règles et des exigences de morale favorisaient l'alcoolisme et sa propagation dans la société. Mais cela peut-il tenir lieu de l'unique explication du phénomène dans un pays aussi catholique la Pologne, dans une société aussi croyante, pratiquante et investissant le clergé d'une si grande confiance? Je ne le pense pas. L'alcoolisme tenait à des raisons qui n'étaient pas toutes objectives, mais qui plongeaient leurs racines dans un substrat culturel historique. Ce problème appelle une réflexion plus approfondie.

Pour en conclure, il est fondé d'affirmer qu'en dépit de plus d'une tentative, la vie quotidienne sous l'occupation n'a pas dégradé moralement la société polonaise à un point tel que l'appréciation en eût dû être carrément négative. C'est ce dont témoignait la seconde dimension dont je ne tente pas ici l'analyse, des attitudes de cette même société, c'est-à-dire les attitudes de résistance,

<sup>11</sup> Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), plus loin sous le signe d'AAN, Lot: Delegatura Rządu RP na kraj, Raporty z różnych lat (Délégation pour l'Intérieur du Gouvernement polonais émigré, Rapports de différentes années), no. de catalogue 202; Archiwum Kurii Metropolitalnej w Krakowie, Akta kardynała Sapiehy, listy pasterskie, Teka XXVI (Archives de l'Archevêché de Cracovie, Documents du cardinal Sapieha, Lettres pastorales, cartable XXVI), cf. aussi *Księga Sapieżyńska (Livre d'or à Mgr Sapieha)*, ouvrage collectif sous la direction de l'abbé J. Wołny avec le concours de R. Zawadzki, vol. I, *Archidiecezja krakowska za pasterzowania Adama Stefana Sapiehy (L'archidiocèse de Cracovie sous l'épiscopat d'Adam Stefan Sapieha)*, Kraków 1982.

d'autodéfense et de lutte dès le premier jusqu'au dernier jour de l'occupation sur tous les fronts possibles de la guerre. La mise en évidence des effets négatifs de l'occupation au niveau des attitudes tient à la conviction de l'auteur de ces lignes qu'il n'y a jamais lieu d'idéaliser les attitudes et les comportements d'un groupe aussi vaste qu'est une société considérée dans son ensemble, contrairement à ce qui se fait quelquefois dans la recherche historique, dans les écrits de vulgarisation, dans les mémoires et dans l'enseignement de l'histoire.

### *Attitude envers les Alliés et l'Union Soviétique*

L'euphorie initiale, consécutive à la déclaration de guerre à l'Allemagne par la France et l'Angleterre (3 septembre 1939) céda au printemps 1940 à un état d'esprit diamétralement opposé. En effet, le printemps 1940 marqua un tournant symptomatique. Trois attitudes ou états d'esprit distincts s'affirmèrent dans l'opinion polonaise en rapport avec la guerre à l'Ouest. Tout d'abord une espérance et une foi vives en la victoire. Mais la capitulation de la France entraîna une nouvelle dépression de l'état d'esprit collectif, comparable à celle qui suivit la défaite polonaise en septembre 1939, ce qui n'était pas sans marquer d'accents nouveaux les attitudes et les comportements de la société polonaise. Par moments, la dépression morale des Polonais fut peut-être plus profonde en juin 1940 qu'après la défaite de la Pologne en septembre 1939. Et, paradoxe qui n'en fut pas un, la "déprime" des Polonais après la défaite de la France était plus vive que n'était celle des Français. Enfin, la troisième attitude était fonction "du quand et du comment" de la chute de la France. Dans le contexte de celle-ci, (le "nous sommes prêts" de l'armée française ayant pris valeur d'équivalent du "pas un seul bouton" que le soldat polonais annonçait fièrement de ne jamais rendre à l'ennemi), l'évaluation résolument critique de la compagne polonaise de septembre 1939 perdait quelque peu de sa rigueur. D'aucuns en vinrent à éprouver jusqu'à une certaine satisfaction ombrageuse face à la défaite de la France. Cette réflexion d'ensemble s'assortissait d'une réévaluation des alliés occidentaux.

C'est d'abord la sincérité et la fiabilité des alliés qui firent l'objet d'une révision. C'était une expérience politique nouvelle pour la société polonaise sous l'occupation. Il n'y a toutefois pas lieu d'en conclure à l'adoption d'une orientation politique internationale nouvelle par l'opinion polonaise, étant donné l'impossibilité, à l'époque, d'un tel changement de cap politique, faute d'une alternative à l'orientation prooccidentale. Il n'y eut qu'un déplacement des espoirs que l'opinion polonaise fondait sur les alliés occidentaux, de la France (pour l'avoir vu signer un acte de capitulation, chose que n'avait fait la Pologne ni avec l'Allemagne ni avec l'Union Soviétique) vers l'Angleterre, pays qui, en septembre 1939, avait joui en Pologne d'une sympathie et d'une considération qui n'égalait pas celles vouées à la France. "Quitte à perdre des batailles, la *Royal Navy* (...) gagne toujours la dernière"<sup>12</sup> — voilà ce qu'on se

<sup>12</sup> S. Jankowski ("Agaton"), *Z fałszywym ausweisem w prawdziwej Warszawie (Avec un faux Ausweis dans la vraie Varsovie)*, vol. I, p. 15.

disait en Pologne en été 1940; cette phrase pouvait servir d'épigramme à la réflexion politique d'alors. La part qu'elle faisait à l'espérance n'avait cependant plus l'éclat des premiers mois qui ont suivi la défaite polonaise de septembre 1939. La foi dans une prompte victoire sur l'Allemagne se trouva sérieusement ébranlée. Mais une défaite à l'Ouest n'était pas automatiquement, aux yeux des Polonais, la victoire de l'Allemagne. C'est ce que fut le tournant des attitudes politiques de la fin de 1940.

L'attitude "à l'extérieur" évoluait pendant les années consécutives d'occupation au gré des succès ou des échecs des Alliés (l'entrée en guerre des Etats-Unis) et de l'évolution de la situation internationale (Téhéran, Yalta). Ces événements furent d'un grand impact sur les états d'esprit et la conscience collective en Pologne. Sans influence aucune sur les réalités quotidiennes de l'occupation, les succès des Alliés n'en aidaient pas moins les Polonais à en endurer l'horreur et leur remontaient le moral. Mais, relevant des attitudes "à l'extérieur", ils devaient passer au second plan devant les défis quotidiens de l'occupation: le souci de la subsistance et celui de la sécurité. La foi en la victoire n'arrivait toutefois pas à contrebalancer la crainte pour soi-même et pour ses proches, la peur d'une mort subite et inopinée dans une exécution de rue, en état d'arrestation, dans une rafle, en torture. L'on prenait aussi conscience de la signification d'un terme nouveau — le camp de concentration. Ce terme d'épouvante, symbole tragique de l'extermination inspirait une peur extrême, marquait les attitudes, avait un pouvoir paralysant. Tout cela faisait que la dimension de la grande politique était constamment estompée par les aspects quotidiens de l'occupation. Ceci était tout aussi vrai pour les événements de guerre à l'Ouest comme à l'Est. Nous ne manquerons pas d'y revenir.

Ce qui constituait l'axe de l'attitude "à l'extérieur" c'était l'attitude des Polonais à l'égard de l'Union Soviétique et de bolchévisme. Cette attitude subit une étonnante évolution depuis le 17 septembre 1939 (date de l'agression soviétique contre la Pologne) à la nouvelle entrée de l'Armée rouge dans une qualité déjà nouvelle en 1944 pour la partie est du territoire de la Pologne, en 1945 — pour le reste du pays. Ajoutons-y l'émoi incroyablement vif éprouvé par la société polonaise à l'idée même de l'URSS et du bolchévisme (communisme), la multitude de clichés, la nature extrême des dispositions d'esprit, des attitudes, des comportements. L'attitude envers l'Union Soviétique parvenait à brouiller non seulement les partis politiques (même de gauche), le pouvoir, la société, mais encore jusqu'aux plus proches en famille. Dans le cas de l'option occidentale, les différences d'opinions (s'il en fut!) prenaient un tour infiniment plus calme.

Aucun pays, aucun système politique ne suscita au sein de la société polonaise d'opinions et de réaction aussi diversifiées, aussi opposées, quelquefois même dramatiques que l'Union Soviétique. Il y a quelque chose d'étonnant dans l'attitude des Polonais envers ce pays et le bolchévisme, et de frappant pour l'historien, pourvu seulement qu'il ait la latitude d'étudier le phénomène. Ce problème entraîne l'historien non seulement en tant que chercheur, mais

aussi en tant qu'homme, et ce de nos jours encore. Il est donc évident qu'il n'est pas possible d'y passer outre dans nos considérations

Le pacte Staline–Hitler du 23 août 1939 et le protocole secret annexe (ignoré de l'opinion polonaise), de même que l'entrée en Pologne de l'Armée rouge le 17 septembre 1939 et ce qui s'ensuivit (l'occupation soviétique d'une partie du territoire polonais) furent perçus par la grande majorité des Polonais comme une agression, une guerre contre la Pologne, une trahison, une occupation. Même si le pacte lui-même n'entraîna aucune mesure concrète de la part de la Pologne avant le 1<sup>er</sup> septembre 39; c'eût été d'ailleurs vain. C'est ce que notèrent aussi les observateurs étrangers de la scène politique polonaise<sup>13</sup>. Ce n'est que l'agression soviétique du 17 septembre qui devint un choc collectif, et cela d'autant plus que, sur ce front-là (tout comme dans le combat contre l'Allemagne) la Pologne essuya une défaite militaire. Ce jour-là, l'opinion polonaise prit conscience de la vraie signification du pacte Staline–Hitler, de la double connivence des deux dictateurs pour l'agression contre la Pologne et le déclenchement de la seconde guerre mondiale. Le signe d'équation entre le 1<sup>er</sup> et le 17 septembre allait de soi pour une large majorité des Polonais; telle fut l'attitude générale.

Cette attitude négative envers l'URSS, bien que variant d'intensité selon les régions du pays sous l'occupation — confins Est, Pologne centrale, provinces incorporées au III<sup>e</sup> Reich — s'affirma encore plus nettement après l'agression soviétique contre la Finlande. Il est clair que la sympathie des Polonais allait sans équivoques aux Finlandais et à leur combat héroïque, non seulement en raison de leur qualité de partie plus faible dans le conflit. Leur “non” à l'agression, au culte de la force et de la violence fut assimilé par l'opinion polonaise à la résistance de la Pologne à l'heure de l'agression de III<sup>e</sup> Reich.

L'époque ne fut nullement favorable à des opinions pondérées et approfondies. Aux des Polonais, les relations polono-soviétiques à l'approche de la seconde guerre mondiale étaient mauvaises et ce, principalement de la faute de l'URSS (le souvenir de la guerre de 1920 s'étant profondément gravé dans la mémoire des Polonais). Le climat n'était pas non plus à une réflexion approfondie, libre de passions, et au recul dont étaient capables les Alliés face aux relations polono-soviétiques. Trop de préjugés, de simplifications mais aussi de griefs légitimes, de torts authentiquement subis et d'expériences historiques négatives s'étaient accumulés. Il ne faut pas oublier non plus que l'Etat polonais, par la voix du gouvernement Sikorski à Londres se déclarait en état de guerre avec l'Union Soviétique, et que la société polonaise pour laquelle ce gouvernement était le seul légitime, reconnaissait par cela même le bien-fondé de sa politique, dans le domaine (entre autres) des relations polono-soviétiques.

Ce n'est que les préparatifs, perceptibles en Pologne, à une guerre à l'Est qui ont quelque peu fléchi ces accents antisoviétiques. Les jugements de valeurs

---

<sup>13</sup> W. H. Colbern, *Polska. Styczeń–sierpień 1939. Analizy i prognozy (La Pologne. Janvier-août 1939. Analyses et pronostics)*, Warszawa 1986, p. 78.

et les conclusions ont débouché sur deux thèses (qui n'ont changé que peu après le déclenchement de la guerre et dans la phase initiale de son déroulement). Il s'agissait d'une part d'une attitude plutôt traditionnelle, historiquement ancrée, datant encore d'avant la guerre: "l'effondrement de l'Allemagne et de la Russie c'est la seule garantie de l'existence de la Pologne et de la paix en Europe"<sup>14</sup>. Elle s'assortissait d'un antisoviétisme extrême et d'histoires qu'on faisait circuler en se les racontant de bouche à oreille.

Et la seconde attitude — en réflexe rationnel d'une société traumatisée par l'occupation — c'était l'attente d'une fin de l'occupation allemande, précipitée par la guerre germano-soviétique. Cette attitude d'autodéfence ou d'autoconservation était imperméable aux jugements de valeur politiques ou idéologiques. Ainsi s'affirma l'espoir ou une lueur d'espoir que c'est à l'Est que pourra se jouer le sort de la guerre et de la paix et que, sans égard à ce qui se passera après, l'occupation s'en trouvera sensiblement abrégée. Et c'est ce qui importait le plus. En marge, il vaut la peine de faire observer ce dont une telle attitude était indubitablement révélatrice, à savoir que, selon une évaluation spontanée de l'opinion polonaise, l'Union Soviétique apparaissait comme une puissance capable de contenir éventuellement le III<sup>e</sup> Reich (avec le concours, bien entendu, de l'Amérique et de l'Angleterre). C'est dire que cette puissance n'apparaissait pas aussi faible que tentait de le faire croire la presse clandestine. L'opinion selon laquelle le sort de la guerre pouvait se jouer à l'Est le prouvait, encore qu'il ne faille pas oublier qu'il s'agissait, malgré tout, d'un réflexe d'une société fatiguée par l'occupation, pour laquelle toute libération (l'Armée rouge ayant d'avance été considérée comme libératrice) était promotrice de la liberté, de quelque côté qu'elle ne vînt.

La société, pour continuer de combattre et pour survivre, avait besoin de l'espérance comme point d'appui à ses attitudes et ses comportements. Tout comme avant les faits de guerre du printemps 1940 (encore qu'indubitablement à une échelle différente), le conflit, cette fois à l'Est, était porteur d'espoir à défaut d'un autre, même en dépit des succès foudroyants du Reich dans une première phase, assez longue d'ailleurs, sur le front de l'Est, chose que la propagande nazie ne manqua pas de faire valoir en Pologne. L'hiver 1941 affermit cet espoir d'une manière assez nette. Ce qui n'était pas sans importance pour les attitudes et les comportements des Polonais c'était le traité polono-soviétique Sikorski-Maïski et l'entrée en guerre des Etats-Unis. Les espoirs qui en découlaient ("la riche Amérique") et le réflexe d'autodéfense biologique n'ont toutefois pas mis à néant d'une manière univoque les angoisses qu'inspirait le "bolchévique"; ils les ont, tout au plus, relégué au second plan, "à plus tard" voudrait-on dire. La "crainte bolchévique" avait une dimension politico-idéologique, alors que l'objectif majeur, appelé des vœux de la société polonaise sous l'occupation c'était la liberté, sans distinction de son porteur et de la direction dont elle pouvait venir.

<sup>14</sup> «Kraj», no. 14 du 4 novembre 1943 (journal clandestin).

L'épreuve des événements fut cependant bien dure. La révélation, au printemps 1943, du crime de Katyń (massacre massif, par milliers, dans la forêt de Katyń, d'officiers polonais détenus comme prisonniers de guerre par l'Union Soviétique à la suite de son agression contre la Pologne) anéantit pour de bon des attitudes plus conciliatrices à l'égard de l'URSS et les attentes qui s'y rattachaient. S'il en fut ainsi, ce n'est pas que l'impact fût total d'une propagande allemande qui visait bien entendu à jouer du crime de Katyń à des fins qui étaient siennes. Katyń ce fut quelque chose de plus qu'une tragédie des officiers massacrés et de leurs proches. Ce massacre fut d'emblée perçu en Pologne, de par son ampleur, comme une tragédie endeuillant toute la nation polonaise, un crime comparable, par son caractère massif, à Auschwitz ou à l'*Endlösung* visant les Juifs.

Une autre observation importante dans le contexte des attitudes et des comportements. Habitée depuis quelques années à n'avoir de cesse de confronter le message de la propagande dont elle était la destinataire, avec les réalités palpables et redoutables de la vie de tous jours sous l'occupation, l'opinion polonaise n'a pas adopté le réflexe d'une réaction collective, suggéré par l'occupant, au massacre de Katyń, réaction qui aurait été, à plus d'un point de vue, entièrement justifiée.

Le crime de Katyń pesa toutefois d'une manière déterminante sur l'attitude des Polonais envers l'Union Soviétique. D'autant plus que la réaction de certains titres de la presse clandestine fut extrêmement vive, frisant la démagogie. L'amalgame "le crime et le mensonge sont l'arme des communistes et des Allemands"<sup>15</sup> s'imposait. L'affaire de Katyń nuisit décidément aux communistes ayant de tous temps accepté, sans une ombre de réflexion critique, les assertions soviétiques relatives à Katyń. C'est ainsi que, d'une manière empirique, l'opinion perçut le Parti Ouvrier Polonais (communiste) comme un parti sans souveraineté, incapable de prise de positions indépendantes, en un mot comme une entreprise d'agents soviétiques.

Mais c'est avant tout l'image de marque des Russes que ternit le massacre de Katyń. Aux yeux des Polonais, c'est sur les Russes dans leur ensemble, et pas seulement sur le pouvoir staliniste que le crime de Katyń jeta l'opprobre. Dans ce cas, il n'y eut pas de différenciation pour la répartition des responsabilités. Tel fut le sentiment des Polonais devant la faute et le crime. L'opinion polonaise en attribua la responsabilité à la société soviétique communiste, car c'est comme communiste qu'elle était perçue globalement et sans différenciation. Selon la majeure partie des Polonais, tous les Russes c'étaient des bolchéviques. Je suis parfaitement conscient de l'énormité que cela représente dans l'ordre de la simplification. Mais l'objet de mon analyse étant les attitudes, les états d'esprit et les comportements et non les faits historiques, il n'y a qu'une seule explication de cette attitude: c'est le fruit que produisit le cliché invétéré Russe-bolchévique.

L'effet produit par le massacre de Katyń fut omniprésent. La presse clandestine s'en fit largement l'écho; par ailleurs il fut tenu compte des consé-

<sup>15</sup> «Kraj», no. 1 du 15 juillet 1943.

quences du crime de Katyń dans les directives scolaires pour l'enseignement clandestin, fait qui ne manque pas d'intérêt pour l'analyse de ce dernier. L'appel diffusé par exemple par l'inspection académique de Cracovie (clandestine) — une structure de la Délégation du Gouvernement de la République Polonaise pour l'Intérieur, appelée Bureau Scolaire Régional — faisait preuve de pondération politique et émotive par son langage de la raison. Insistant sur le fait que l'occupant cherche à exploiter à ses fins propres l'affaire de Katyń, le document suggérait toutefois fermement qu'«il est du devoir de l'école (clandestine — J. Ch.) d'empêcher, sans pour autant blanchir le crime de Katyń, son exploitation aux fins de la propagande allemande»<sup>16</sup>. L'appel recommandait aussi comme démarche éducative la mieux appropriée à ce cas, une mise au jour permanente de la politique de l'occupant, de ses crimes et de la tragédie du peuple juif. Un jugement aussi rationnel et pondéré fut plutôt général dans l'ensemble du pays, même si le problème de la faute et du châtement des auteurs du crime demeurait ouvert. Il l'est d'ailleurs jusqu'à nos jours.

Katyń marqua une cassure dans les attitudes politiques. Au niveau de la conscience collective, ce crime entraîna des conséquences, certes quelquefois simplistes (p.ex. «aux victimes du nazisme massacrées à Cracovie à la mode de Katyń»<sup>17</sup>), plus rarement humoristiques<sup>18</sup>, mais également une gamme d'options et d'attitudes face à l'approche de l'Armée rouge. L'attitude dans l'ensemble unie des Polonais face à la rupture par Moscou des relations avec le gouvernement polonais de Londres en avril 1943 fut une conséquence logique de Katyń.

Katyń fut à l'origine d'une scission profonde au sein de la société polonaise en partisans et en adversaires d'une concorde avec l'URSS, concorde politique bien entendu, c'est que, mis à part les communistes, il ne pouvait être question de concorde idéologique. Le crime de Katyń demeure d'ailleurs gravé dans la conscience collective; il le demeure jusqu'à nos jours, encore que dans une dimension résolument différente. Par sa signification dramatique quantifiable, il affermissait indubitablement les attitudes des adversaires d'une concorde avec l'URSS. Katyń a toujours été riche de significations, mais pour certains milieux et groupes sociaux c'était un symbole des symboles. Sans risquer de se voir opposer un démenti l'on peut affirmer que le crime de Katyń pèse sensiblement sur le drame des choix polonais de 1944 et 1945, à côté, bien entendu, de nombre d'autres facteurs. N'oublions pas que ces choix allaient s'exercer dans une société qui avait subi la guerre polono-bolchévique de 1920, le 17 septembre 1939 et ses suites. Et que nombreux étaient ceux qui se souvenaient encore des dernières années d'une captivité plus que centenaire sous la domination russe d'avant la première guerre mondiale. Il y a lieu de se demander si cette société

<sup>16</sup> Archiwum Polskiej Akademii Nauk. Oddział w Krakowie, Zbiór materiałów do dziejów oświaty w latach okupacji (1939–1945), Okręgowe Biuro Szkolne (Archives de l'Académie Polonaise des Sciences, section à Cracovie. Recueil de documents relatifs à l'enseignement pendant l'occupation 1939–1945, Bureau Scolaire Régional), no. de cat. VIB–13–OBS.

<sup>17</sup> «Małopolska Agencja Prasowa», no. 35 du 4 novembre 1943 (agence de presse clandestine).

<sup>18</sup> «Na ucho», no. 5/11 du 6 février 1944 (journal clandestin).

marquée par un tel passé, pouvait changer radicalement, quelquefois même de 180°, ses options politiques. Je ne suis pas convaincu que cela fût possible, même si le programme des communistes (à l'enseigne, plus tard, du Comité Polonais de Libération Nationale, sigle polonais — *PKWN*) eût été attrayant pour l'ensemble de la société polonaise et non pour, uniquement, des groupes sociaux restreints, comme ce fut le cas. Il serait insensé de demander à la société polonaise considérée dans sa totalité, ce dont elle ne pouvait être capable. Or c'est pourtant ce qu'exigeait d'elle, avec d'ailleurs un résultat bien piètre, le pouvoir communiste. Il s'agit bien d'une époque à jamais révolue, je pense.

Le drame polonais révélé au printemps 1943 déterminait aussi, dans une large mesure, l'attitude de la société polonaise face à ce qui se passait sur le front de l'Est, à l'égard aussi de l'URSS et de l'Armée rouge et, dans ce contexte, du problème de la frontière orientale de la Pologne. L'attitude aussi envers le Parti Ouvrier Polonais (communiste), le Conseil National du Peuple (organisme à vocation parlementaire d'obédience soviétique) et le *PKWN* plus haut évoqué, ce dernier constitué en juillet 1944 à Moscou pour servir d'alternative au gouvernement polonais de Londres, alternative politique et de système socio-politico-économique, alternative aussi sur le plan psychologique pour les attitudes et les comportements à adopter et les choix à faire, génératrice de tiraillements et de déchirements. Le problème de l'attitude à l'égard de l'Union Soviétique continuait de libérer l'émotion collective, d'où l'échelle des attitudes et des comportements devait être considérable. Depuis l'acharnement dans le sentiment d'hostilité jusqu'à une bienveillance fondée sur la compréhension et l'adhésion, en passant par l'indifférence. Cette différenciation tenait au fait qu'à l'époque, les Polonais n'étaient encore ni politiquement ni émotivement préparés à des changements aussi radicaux que ceux dont l'Europe de l'Est fut à l'époque le théâtre, changements provoqués tant par les processus de radicalisation et de démocratisation intervenant au sein des sociétés des différents pays de cette région-là de l'Europe, que par l'avance de l'Armée rouge et par conséquent, l'expansion et la domination soviétique.

Dans ce contexte, c'est un truisme que d'affirmer que dès cette époque-là s'affirma l'attitude fondamentale à l'égard de l'Union Soviétique qui eut pour tenants le Parti Ouvrier Polonais (communiste), le Conseil National du Peuple et, plus tard, le *PKWN*, soit la prise de conscience pragmatique que, de par sa situation géographique, la Pologne était vouée à faire partie de la zone de domination soviétique (facteur international, soit extérieur) et que son apanage allait être, par conséquent, le monopole communiste du pouvoir (la soviétisation comme facteur intérieur). L'histoire de la Pologne après 1945 a démontré que ces deux cas de figure ayant couvé depuis 1943, auront été appelés à durer dès la fin de la guerre, et ce pour bien des années<sup>19</sup>.

---

<sup>19</sup> K. Kersten, *Narodziny systemu władzy. Polska 1943–1948 (Naissance d'un système de pouvoir. La Pologne 1943–1948)*, Paris 1986, p. 15.



Là était la source de l'une des plus graves tragédies (mis à part l'insurrection de Varsovie d'août–septembre 1944 qui s'y rattachait d'ailleurs) dans le choix d'attitudes et de comportements qui s'offrait à la société polonaise dans la phase finale de la guerre. Le drame de ce choix pour la société polonaise tenait à ce que j'appelle le complexe de la Russie et du bolchévisme.

C'est ce complexe qui constituait le fond de la doctrine politique et idéologique de l'Etat polonais clandestin rattaché au gouvernement de la République Polonaise en exil et, indirectement, à travers le système politico-idéolo-éducatif de cet Etat, il façonnait l'attitude de la majeure partie de la société polonaise. L'expérience des années de l'occupation (en particulier après le massacre de Katyń ou, plus précisément, sa révélation et devant l'imminence de l'entrée de l'Armée rouge) affermissait cette optique. Cette expérience s'offrait en prémisse à une absence d'approche rationnelle de ce problème, en particulier dans le contexte d'une radicalisation marquée de couches sociales en Pologne, en particulier la paysannerie. Elle court-circuitait pour une large part toute attitude conciliatrice voire de compromis à l'égard de la gauche, et plus particulièrement envers le Parti Ouvrier Polonais (communiste).

Ce complexe, dramatique pour les choix des Polonais (collectifs ou individuels) et par cela même pour leurs attitudes, constituait l'un des drames politico-émotifs les plus fondamentaux au déclin de l'occupation allemande et se prolongea jusqu'à l'après-guerre. Il y a certainement lieu de porter respect aux tragédies humaines et aux attitudes empreintes d'authenticité et de vérité intérieure chez des gens qui se trouvèrent perdants à la suite d'événements révolutionnaires, c'est que ces gens, souvent de simples soldats, généralement des officiers, des hommes politiques, mais aussi des "non-inscrits", de simples citoyens avaient le droit de choisir librement. C'étaient des Polonais souvent très respectables et ayant bien mérité de la partie. Leur tragédie tenait au fait que l'impératif de choisir coïncidait avec des événements révolutionnaires en présence d'un facteur extérieur politiquement et militairement puissant, idéologiquement agressif, se servant de la démagogie, poussée à l'extrême.

Le complexe de la Russie se trouva renforcé par la révélation dans la presse clandestine, de la vraie position de l'Angleterre et les Etats-Unis en matière de notre frontière orientale, de participation des communistes au gouvernement, de changements politiques et structurels promouvoir après la libération. Ce complexe estompa dans une certaine mesure, aux yeux de l'opinion, le problème des territoires occidentaux destinés à échoir à la Pologne.

Durant les derniers mois de l'occupation, la société polonaise finit par accepter, à défaut d'une autre issue, le rôle militaire de l'Armée rouge de vainqueur de l'occupant allemand et de libératrice, en se disant qu'elle est "une alliée de nos alliés"<sup>20</sup>, sans pour autant accepter son rôle politique et idéologique ("les amis de nos amis ne doivent pas être forcément les nôtres"). Ceci eut pour conséquence une attitude résolument hostile des Polonais dans leur ensemble à

<sup>20</sup> «Małopolska Agencja Prasowa», no. 35 du 22 septembre 1944.

l'égard du Parti Ouvrier Polonais (communiste) en tant qu'agent de Moscou, ce qui, des le début, situait les communistes sur des positions d'usurpateurs, s'emparant du pouvoir en dépit de la volonté de la nation, de par l'octroi soviétique, en provoquant à sont tous leur raidissement et même une sorte de complexe de sous-estimation ou de moindre valeur. Les conséquences politiques et émotives en furent vives et profondes, aux échos perceptibles jusqu'à nos jours.

Durant les derniers mois de l'occupation, le point de vue qui prévalait dans l'opinion était que "las de la guerre, les gens aspirent à un changement, quel qu'il ne fut"<sup>21</sup>. L'horreur du nazisme fut si durement éprouvée par la population du pays occupé que le souhait le plus fréquent ne fut qu'un seul: "pourvu que les choses changent de face pour aller autrement, quitte même à empirer"<sup>22</sup>. L'homme de la rue — le simple citoyen — ne se possédait pas de joie de voir prendre fin la terreur de l'occupation nazie. Et il ne s'est pas agi d'une "lacune dans la mémoire collective"<sup>23</sup> qui eût fait oublier aux Polonais le massacre de Katyń et les déportations massives des années 1939–41, lacune de mémoire en termes de jugement de valeur politique, mais bien d'un réflexe naturel, psychologique. C'était, selon moi, un réflexe compréhensible et naturel, un réflexe précisément, et non l'état de convictions politiques d'un simple citoyen épuisé et éprouvé par l'occution au-delà de la limite du possible, d'autant plus que, depuis l'été 1944, se mirent à affluer des informations faisant état de la vie quotidienne en territoires déjà libérés par l'Armée rouge. De mauvaises nouvelles, mais également de bonnes en parvenaient, faisant voir notamment une échelle sensiblement réduite de la terreur soviétique à l'égard des Polonais, par rapport aux années 1939–41 ayant suivi immédiatement l'agression soviétique contre la Pologne, où elle fut massive.

L'aspiration à la liberté était un réflexe et une nostalgie des plus puissants, longtemps choyés. Ce n'est qu'en second lieu que s'affirmait chez le simple citoyen la "réflexion sur l'avenir" sous forme d'une interrogation concrète sur le quoi et le comment de cet avenir, et d'interrogations autres sur la souveraineté et l'indépendance, enfin sur la dignité nationale. C'est trop souvent que les postulats politiques devaient être relégués au second plan, face aux difficultés de la vie quotidienne, face à un approvisionnement de pénurie, à la terreur et à la constance de la menace de mort. Les rapprts de la Délégation du Gouvernement s'en font l'écho<sup>24</sup>. Ce qui était dans une large mesure déterminant dans

<sup>21</sup> «Dodatek do Małopolskiego Biuletynu Informacyjnego», no. 18 du 30 avril 1944.

<sup>22</sup> Biblioteka Jagiellońska w Krakowie, Oddział Rękopisów (Bibliothèque Universitaire de Cracovie, Section des Manuscrits), plus loin sous le sigle de BJ: J. Jakóbiec, *Na drodze stromej i śliskiej. Autobiografia socjologiczna. Cztery lata Delegatury Okręgu Krakowskiego, 1941–1945 (Sur un chemin escarpé et glissant. Autobiographie sociologique — Quatre années de Délégation régionale de Cracovie 1941–1945)*, Kraków 1946, manuscrit dactylographié, 126 pp.

<sup>23</sup> J. Nowak (Z. Jeziorański), *Kurier z Warszawy (L'agent de liaison de Varsovie)*, Londyn 1978, 311 pp.

<sup>24</sup> AAN, Oddział VI, Delegatura..., Miesięczny przegląd sprawozdawczo-sytuacyjny (Section VI, Délégation..., Rapport mensuel de compte rendu, faisant le poin de la situation) (31 décembre 1943), no. de cat. 202-II-8 F.130–131.

l'échelle de la vie quotidienne, c'étaient moins les considérations politiques que "la peur de l'extermination de la nation toute entière par les Allemands"<sup>25</sup>. Ce que l'on redoutait c'était moins l'entrée même des bolchéviques, entrée inévitable pour chacun qui pensait logiquement et qui était capable de tirer des conclusions justes de la situation sur le front de l'Est (c'est dire que, petit à petit, l'on s'y faisait) — que leur présence en Pologne pendant un temps indéterminé après la libération. Ce ne fut pas un hasard si le testament de la Pologne Résistante énonçait dès le premier point un postulat relatif à cette question: "le départ du territoire de la Pologne des troupes soviétiques et de la police politique russe"<sup>26</sup>.

En dépit d'une telle attitude à égard de l'URSS et du bolchévisme, les Polonais ne se laissèrent pas provoquer par les Allemands et se refusèrent à toute ligue antibolchévique largement encouragée par Berlin dans la phase finale de la guerre. Et ce, bien qu'objectivement cette propagande rejoignait quelques-unes des thèses de l'aile extrême-droite de la résistance.

Il y a donc lieu d'émettre la thèse que ni les tentatives de l'occupant de mettre sur pied en Pologne une ligue antibolchévique, ni la situation idéologiquement et politiquement complexe de l'Armée de l'Intérieur en particulier ("entre le bolchévisme et les Anglo-Saxons") et d'autre part un Parti Ouvrier Polonais de plus en plus actif à l'intérieur du pays, ni la constitution, par le Conseil National du Peuple, du Comité Polonais de Libération Nationale *PKWN* (encore que ce fût là un problème autrement complexe), ne suffirent pas, malgré la persistance des attitudes antibolchéviques dans l'opinion polonaise, de provoquer une levée de boucliers contre l'URSS. J'estime que ce fut là un élément positif essentiel des attitudes des Polonais à l'égard de l'Union Soviétique et des Russes, élément que le Parti Ouvrier Polonais se refusa à apprécier à sa juste valeur et à mettre à profit. Les procès d'après-guerre d'anciens résistants de l'Armée de l'Intérieur et d'anciens fonctionnaires de la Délégation du Gouvernement confirmeront le complexe de moindre valeur qui était l'apanage des communistes polonais dans l'après-guerre, et avant tout leur haine aux Polonais "londoniens". C'est ce que confirme aussi le retrait, par le pouvoir communiste, de la citoyenneté polonaise aux personnalités de proue de la vie politique et militaire polonaise en émigration, mesure politiquement stupide, ancrée dans la haine.

L'instinct d'"être libre" l'emporta malgré tout dans la conscience collective des Polonais sur les appels politiquement irresponsables de l'extrême-droite à "une guerre contre la Bolchévie". Il se manifesta dans toutes les catégories sociales et professionnelles, même si la presse clandestine, les documents de la Délégation du Gouvernement et les attitudes de la direction politique à l'intérieur du pays et en exil étaient porteurs ou générateurs de directives voire d'ordres formels qui rendaient le choix difficile. Leur interpré-

<sup>25</sup> *Ibidem*.

<sup>26</sup> *Armia Krajowa w dokumentach (L'Armée de l'Intérieur dans les documents)*, vol. V, octobre 1944–juillet 1945, Londyn 1945, 475 pp.

tation marquait dans une large mesure le simple citoyen. Elle fut à l'origine de déchirements politiques, moraux et émotifs.

Circonscrit par de tels contours, le conflit polono-soviétique, malgré des tentatives lénifiantes des Alliés, pouvait, aux yeux de l'opinion, déboucher sur une "hostilité ouverte à l'égard de l'Union Soviétique"<sup>27</sup>. Le renforcement de cette interprétation passait par un point de vue assez largement de rigueur, différenciant nettement les relations polono-allemandes et les relations polono-soviétiques. Les premières étaient très nettement marquées — à quelques exceptions près — par une haine irréductible, méthodique et, pourrait-on dire, érigée en système, et par une ardeur vengeresse; les secondes provoquèrent pour le moins une scission au sein de l'opinion et sur le plan des attitudes: depuis une contestation et une résistance totales jusqu'à une adhésion et une soumission tout aussi totales à la politique agressive de l'Union Soviétique. De là venaient aussi bien les espoirs des uns et les craintes des autres, que toutes les divergences de vues, d'attitudes et de comportements. Côté cour — les rares attitudes des groupes prêchant la *Realpolitik* en fait de relations polono-soviétiques (mis à part, bien entendu la rigidité prosoviétique très "idéologique" du Parti Ouvrier Polonais); côté jardin des consignes extrêmes, genre "n'allez pas oublier de dénoncer à tout bout de champ les mensonges soviétiques" ou "l'hitlérisme et le communisme — c'est Auschwitz et Katyń"<sup>28</sup>. Entre ces deux extrêmes se situait la majeure partie de la société polonaise qui, selon les concertations intervenues à Yalta, devait avoir une voix décisive dans le choix des options et des jalons politiques pour la Pologne d'après-guerre.

Répétons assez fermement pour en conclure: le drame des choix polonais des années 1945–1948 remontait, par ses origines, au temps de la guerre et de l'occupation, surtout à sa seconde moitié, après la révélation du massacre de Katyń. Et, précisons encore que si les bolchévique, par le biais aussi bien de leurs hommes politiques inhumains et madrés comme Staline et Molotov, que de subtils professeurs comme l'historien Tarlé, étayant ceux-là de leurs développements et arguments historiques et moraux, pouvaient, pour diverses raisons, se permettre des formulations assez cavalières en fait de relations polono-soviétiques (dont le problème de la frontière orientale de la Pologne), du genre "les Polonais n'ont pas de choix"<sup>29</sup>, les Polonais, tant en Pologne qu'à Londres, ne pouvaient et ne voulaient pas se permettre un pas (un "choix"?) aussi radical. Même si des évaluations rationnelles eussent donné raison à la partie soviétique, ce qui d'ailleurs était le cas dans l'arène internationale. Restait encore la morale qui, en politique, n'a pas raison d'être. Le diktat soviétique et l'attitude de la société polonaise étaient sensiblement plus divergentes que cela

<sup>27</sup> BJ, J. Jakóbiec, *Na drodze...*, p. 90.

<sup>28</sup> «Małopolska Agencja Prasowa», no. 24 du 29 juin 1944; no. 34 du 15 septembre 1944. BJ, J. Jakóbiec, *Na drodze...*, p. 115.

<sup>29</sup> Z. Zaks, *Stosunki polsko-radzieckie w świetle francuskich dokumentów dyplomatycznych (Relations polono-soviétiques à la lumière des documents diplomatiques français)*, «Dzieje Najnowsze» 1987, no 2, p. 148.

n'apparaissent à l'analyse de la bibliographie du sujet. C'est rarement que le sang versé et le droit moral pèsent en arguments politiques dans la lutte pour le pouvoir, pour la suprématie, pour les zones d'influence. C'est ce que le cours de l'histoire s'est chargé plus d'une fois de démontrer et l'histoire de la Pologne n'y fait guère exception. La fin "polonaise" de la seconde guerre mondiale ajoute une preuve de plus à cette affirmation.

### *En guise de conclusion*

Un regard sur la société polonaise sous l'occupation 1939–1945 à travers ses attitudes et ses comportements, est indubitablement un pari difficile, mais instructif et méthodologiquement fécond. La matière même de l'étude est difficilement perceptible et palpable, tant pour ce qui est de la documentation que de son interprétation. Ce qui, d'autre part, rendait difficile la tâche de l'auteur, c'était le cadre sciemment circonscrit de ces considérations par deux attitudes les plus existentielles que l'auteur a baptisées attitudes "à l'intérieur" et attitudes "à l'extérieur". L'omission délibérée de questions aussi importantes que: les Polonais — les occupants, clichés et réalités; les Polonais et les Juifs; les attitudes et la tradition; réflexion sur l'avenir à travers les attitudes et les comportements — l'omission de ces questions-là a simplifié quelque peu le tableau de cette société.

Ce que j'ai présenté plus haut n'est, indubitablement, qu'un point de vue et une de vérité sur la société polonaise sous l'occupation. Ceci ne contrarie nullement la directive majeure selon laquelle l'historien est tenu de tendre à une seule vérité, une et unique. Or la matière étudiée recèle des vérités multiples. Les dégager c'est ouvrir un débat et nullement le conclure. La société polonaise sous l'occupation, "à l'intérieur" comme "à l'extérieur" était si complexe qu'il est difficile d'en cerner la vérité, à supposer que ce soit possible dans l'état actuel des connaissances. De plus, chaque génération est dans son droit lorsqu'elle aborde l'étude d'un processus historique et en tente la description, à force d'avoir posé à l'histoire ses questions à elle. La mienne a également ce droit. C'était toujours ainsi, et en dépit de difficultés multiples, il doit et il devra en être toujours de la sorte. Il faut n'avoir pas de cesse de tenter.

*(Traduit par Hubert Krzyżanowski)*